

La propagation de la crise relance l'idée d'un plan de sauvetage européen

La faillite d'Hypo Real Estate fragilise l'Allemagne, qui a empêché une réponse européenne. Nouveau débat prévu à l'Ecofin de Luxembourg

L'unité de façade aura duré moins d'un week-end. Alors que la crise frappe les banques européennes, en particulier en Allemagne, provoquant lundi 6 octobre la chute des marchés financiers à l'ouverture (-4,67% à Paris, -3,25% à Francfort, -5% à Londres), les Européens se divisent entre partisans d'une réponse coordonnée et adeptes du cavalier seul. La réunion des ministres des finances de la zone euro, lundi soir à Luxembourg, et celle des Vingt-Sept le lendemain, risquent de tourner à la mise en cause de Berlin et Londres qui ont empêché des solutions européennes. « *Nous allons remettre le sujet sur la table* », indique un haut responsable français.

Nicolas Sarkozy a voulu faire bonne figure, samedi soir, en déclarant, à l'issue de son mini sommet à l'Élysée avec l'Allemande Angela Merkel, le Britannique Gordon Brown et l'Italien Silvio Berlusconi : « *Nous avons fixé une doctrine* ». En réalité, sur ce point, ce fut un échec. Le communiqué commun dans lequel les signataires s'engagent à « *prendre toutes les mesures nécessaires* » pour assurer « *la solidité et la stabilité du système financier* » est très vague. Il n'a pas été possible d'aller plus

loin à cause de M^{me} Merkel, qui a fait front commun avec M. Brown. « *On ne peut pas se coordonner si la première économie et la première place financière d'Europe ne sont pas dans le coup* », concède le même haut responsable français. Il est reproché aux Allemands d'avoir torpillé toute solution européenne pour des raisons électorales et pour ménager les régions dont les banques sont en difficultés. Les Français ne décolèrent pas contre M^{me} Merkel, qui a refusé de formuler une réponse collective et européenne forte samedi soir, avant de devoir garantir les dépôts bancaires allemands en catastrophe, dimanche, suite au naufrage de Hypo Real Estate.

« Pas de solution nationale »

Les Français ont le soutien de M. Berlusconi et de nombreux pays qui n'étaient pas conviés samedi. Le président du conseil italien a remis sur la table l'idée d'un fonds de sauvetage européen, pendant la réunion, puis dimanche. M. Berlusconi a indiqué à l'agence ANSA que son ministre des finances, Giulio Tremonti, proposerait « *un fonds commun égal à 3% du produit intérieur brut* » (PIB). « *Hier, Angela Merkel n'a pas pu accepter [cette proposition] parce qu'elle n'en avait pas les pouvoirs. Aujourd'hui, en revanche, elle a dit qu'elle était d'accord. La France fera la même chose.* »

L'idée d'un fonds a été lancée le 1^{er} octobre par les Néerlandais. Dans la foulée de la faillite de la banque Fortis, qui avait nécessité un sauvetage impliquant quatre



Nicolas Sarkozy entouré de l'Allemande Angela Merkel, du Britannique Gordon Brown, de l'Italien Silvio Berlusconi et du président de la Commission, José Manuel Barroso, lors du mini-sommet sur la crise financière, samedi 4 octobre à l'Élysée. MARC CHAUMEIL POUR « LE MONDE »

pays (Benelux et France), ils avaient suggéré que chaque Etat place en réserve une somme pouvant atteindre 3% du PIB, qui serait utilisée selon des critères européens. Ils ont fait machine arrière, face au tollé allemand, mais envisagent de remettre le sujet sur la table de l'Eurogroupe. « *Je ne vois pas de solution nationale, elle doit venir de l'Europe* », a indiqué le ministre espagnol des finances, Pedro Solbes.

Echaudé par le « *nein* » de M^{me} Merkel, M. Sarkozy a indiqué, samedi, que ce mécanisme était trop lent et peu adapté aux circonstances. Il a proposé un disposi-

tif très réactif, rappelant qu'il avait dû décider en deux heures dans l'affaire Dexia. Le président français a proposé de créer une instance de crise, autour des présidents de la BCE, de la commission et de l'Union. Londres, Berlin et Rome ont rejeté cette idée. La réunion de l'Élysée envisage seulement la création d'une cellule de crise avec les superviseurs bancaires, les banques centrales et les ministères des finances.

Le plus grand partisan d'une « *doctrine européenne* » est Jean-Claude Trichet. Selon trois sources, le président de la BCE, qui considère qu'un « *fonds fédéral* » n'est

pas imaginable, ne s'est pas prononcé sur l'idée néerlandaise. Alors que les banques centrales arrivent au bout de leurs possibilités d'intervention, M. Trichet a plaidé pour plus de concertation. Faut de quoi, le cavalier seul prédominera. Il a été le seul à défendre l'Irlande qui a garanti les dépôts de ses banques, faisant valoir que Dublin n'avait « *pas d'autre choix* ». Sans cette décision, deux ou trois banques irlandaises risquaient, selon lui, de mettre la clef sous la porte. ■

ARNAUD LEPARMENTIER
ET PHILIPPE RICARD